

Licenciements, ANI, Education... Construisons un mouvement d'ensemble contre le patronat et son gouvernement PS

La Grèce entre dans sa sixième année de récession

Pour le peuple grec, 2013 s'annonce très similaire aux cinq dures années écoulées depuis l'éclatement de la crise actuelle :

- Un système qui détruit toujours plus de vies, avec un chômage qui va atteindre les 30% (60% chez les jeunes...), des revenus qui ont diminué en moyenne de 40% pour 90% de la population, le record européen des suicides...
- Un budget apportant son lot de nouvelles coupes, des milliards "économisés" sur les retraites notamment...
- Une réformette taxant légèrement les armateurs grecs (première flotte mondiale), et toujours plus de riches Grecs qui voyagent en Suisse...
- Un mouvement nazi au plus haut dans les sondages, qui infeste la police et qui multiplie les attaques, contre les immigrés et contre les militants de gauche.

Ce qui ressemble aussi aux années passées, c'est l'attitude des directions syndicales. Les confédérations GSEE et Adedy (privé et public) se contentent encore et toujours d'appeler à des journées isolées comme il y en a eu des dizaines depuis 2010. Le 20 février, elles ont à nouveau consenti à organiser une journée de grève pour « *répondre aux politiques anti-croissance qui ont paupérisé la société et enfoncent l'économie dans la crise* ». C'est cohérent : d'un côté les syndicats ne mobilisent qu'au minimum, de l'autre ils envoient des signaux de soutien au programme anti-libéral de Syriza, qui pourtant refuse de rompre avec la Troïka (UE, FMI, BCE) et avec le capitalisme. Non seulement cette solution même pas réformiste ne peut être qu'une impasse, mais surtout, freiner la colère ambiante dans une situation pareille devient criminel.

Car la volonté d'en découdre est bien là. En témoigne les expériences d'auto-organisation qui se poursuivent. Les travailleurs-ses de l'usine de matériaux de construction Vio-Me à Thessalonique, qui étaient restés sur le carreau depuis le départ de la direction en 2011, ont relancé la production eux-mêmes le 12 février. Fonctionnant par assemblées démocratiques, ils ont fixé des salaires égaux. Fait remarquable, s'ils ont réagi à une situation sociale d'urgence, ils se donnent aussi un objectif de long terme : aller vers des matériaux écologiques. Et le plus important : ils appellent les travailleur-ses dans tout le pays à « *participer à la lutte en s'organisant par eux-mêmes sur les lieux de travail, de façon démocratique et sans bureaucrates* ».

La passivité des bureaucrates et des politiciens de-Syriza laisse les mains libres au gouvernement PASOK-ND (UMP et PS grecs), qui tente de montrer ses muscles. La police a été envoyée pour casser les grèves des marins et des employés du métro d'Athènes, les militants anticapitalistes, y compris ceux et celles de la base de Syriza, subissent la répression.

L'incendie court dans toute l'Europe

Les commentateurs pro-capitalistes aiment se rassurer en disant que la Grèce-est un "cas à part". Alors les analystes de la Troïka (UE, BCE, FMI) ont les yeux rivés sur le Portugal et l'Espagne, en espérant y voir un

décollage économique. Pour l'instant, les deux pays restent en récession et revoient à la baisse les prévisions, malgré tous leurs efforts pour attirer des capitaux. Le gouvernement espagnol a tapé très dur sur les exploités : un an de période d'essai pour le CDI, réduction des droits au chômage, "TVA sociale"... Et le Portugal privatise tellement qu'un journal suisse titre « Portugal, État à vendre »¹. Aux mêmes causes, les mêmes effets : dans les deux pays la révolte gronde, et les directions syndicales l'ont canalisée dans deux journées de grèves sans perspective.

Les plus réactionnaires de la Troïka trouvent encore le moyen de dire que ce serait un tempérament "club Med" qui freine les efforts nécessaires à la reprise... En réalité les pays périphériques du Nord ont aussi été très touchés, comme l'Irlande, l'Islande, les pays baltes... Oui, cela confirme que si les gouvernants saignent les prolétaires, la croissance capitaliste peut redémarrer plus ou moins poussivement². Mais à quel prix ? Appauvrissement, chômage, émigration record...

Les capitalistes comptent sur Hollande

La France est déjà largement rattrapée par la crise de compétitivité, vu le retard qu'a pris le patronat dans le démantèlement du droit du travail et des acquis sociaux. Mais le PS est un très bon outil pour faire passer de grandes régressions main dans la main avec les "partenaires sociaux". Hollande se verrait bien en Schröder, mais tout ne se passe pas aussi bien que désiré...

Déjà, les PDG sont embarrassants avec leur morgue. Comme Carlos Ghosn qui reporte "gracieusement" 30% de sa rémunération variable (430 000 euros sur ses 11 millions de salaire annuel) pour faire passer "l'accord de compétitivité" de Renault : blocage des salaires, suppression de jusqu'à 21 jours de congés, flexibilité et mobilité accrues... Et si les ouvriers de Renault acceptent en plus de cela les 8 000 suppressions d'emplois prévues, la direction « *pourrait s'engager à ne pas fermer d'usine en France* ». Comme M. Taylor de chez Titan qui ne reprendra pas l'usine Goodyear d'Amiens et ses « *soi-disant ouvriers* » qui « *ne travaillent que trois heures par jour* », préférant « *acheter un fabricant de pneus chinois ou indien* » pour pouvoir « *payer moins d'un euro l'heure de salaire* ». A tel point que Montebourg s'est senti obligé de faire une réponse qui masque sa soumission au capital par des relents d'anti-américanisme.

Ensuite, le gouvernement avait prévu le rythme de ses attaques anti-sociales sur une prévision de croissance faible... alors que celle-ci sera quasi nulle, voire négative. En conséquence Moscovici avoue que l'objectif des 3% de déficit ne sera pas respectée, et Hollande avoue à demi-mot qu'il ne pourra pas tenir sa promesse d'inverser la courbe du chômage en 2013.

Mais surtout, pour financer ses nouvelles perfusions au patronat (sous forme notamment du crédit d'impôts), le PS va devoir chercher l'argent dans tous les budgets. Les annonces s'accumulent à une vitesse accélérée, comme une nouvelle réforme des retraites (un cadeau généreux puisqu'il n'était pas dans les 60 promesses présidentielles) qui allongera encore la durée de cotisation et/ou qui désindexera les pensions par rapport aux prix. Dans l'inspection du travail, où le manque d'effectifs crée une tension qui va jusqu'aux suicides, l'annonce d'une réorganisation a provoqué des rassemblements dans plusieurs villes. Il s'agit de mesures d'économie, mais qui vont aussi rendre le contrôle sur les patrons beaucoup plus "light"³.

¹ Le Temps, 15 février 2013

² Comme l'explique l'économiste M. Roberts sur son blog (<http://thenextrecession.wordpress.com/>), le taux de profit n'est pas revenu à son niveau d'avant crise, d'où l'absence de reprise économique..

³ Voir sur le blog de G. Filoche : *Mise à mort de l'inspection du travail*, <http://www.filoche.net/2013/02/18/mise-a-mort-de-l%E2%80%99inspection-du-travail/>

Même dans un ministère dit « prioritaire » comme l'Education, la réforme des rythmes scolaires et l'approfondissement de la LRU par le projet de loi Fioraso sapent la confiance qui pouvait rester dans cette gauche capitaliste. Nous sommes peu à peu entrés dans une nouvelle situation politique où même les quelques illusions qui pouvaient rester sur Hollande sont mortes.

Vers la convergence des luttes : zéro licenciement, retrait des contre-réformes !

Les événements de ces dernières semaines montrent de façon criante qu'il y a nécessité de regrouper celles et ceux qui luttent dans une bataille de grande ampleur : grèves massives des professeur-e-s des écoles les 22 janvier et 12 février, luttes contre les licenciements chez PSA (grève depuis fin janvier à Aulnay), Goodyear, Sanofi, etc., initiatives de convergences des luttes (meeting à Sciences Po du 24 janvier, rassemblement devant le ministère du travail le 29 janvier, devant PSA Aulnay le 5 février, devant le siège de Goodyear le 12 février...). Contre la série noire des licenciements, il faut aider les travailleurs-ses à mettre sur pied une coordination nationale des boîtes mobilisées. Il est possible de créer un puissant rapport de force, en commençant par une manifestation nationale pour stopper tous les licenciements.

Une autre grande priorité est de mobiliser contre « l'accord national interprofessionnel de sécurisation de l'emploi » (ANI) signé par le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC. Les directions de la CGT et de FO, rejointes par Solidaires et la FSU, appellent à manifester le 5 mars contre cet accord : nous devons tout faire pour que la mobilisation soit massive. Cependant, CGT, FO et FSU n'appellent à ce stade ni à la grève, ni à une manifestation centrale à Paris, et ne font pas le lien avec le combat contre les licenciements, pour la convergence des luttes. Nous devons donc nous appuyer sur les appels d'un nombre croissant de fédérations et d'UD à la grève et surtout sur la lutte des équipes combattives, dans nos syndicats à tous les niveaux, pour imposer le tous ensemble, l'appel à la grève interprofessionnelle et une manifestation centrale à Paris le 5 mars.

Dans l'Education nationale, il est possible aussi qu'une grève massive fasse reculer Peillon, ce qui pourrait avoir un effet d'entraînement dans toute la classe travailleuse. Avec le début de mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche contre le projet de loi Fioraso, les conditions mûrissent pour une lutte d'ensemble de la maternelle à l'université. La jonction entre les luttes du privé et du public est une question clé pour vaincre globalement les attaques du patronat et du gouvernement.

C'est pour cela que nous contribuons à la construction du NPA comme instrument qui doit être immédiatement utile aux luttes, prendre des initiatives de mobilisation, contribuer au front unique des organisations tout en combattant la ligne des directions syndicales qui refusent de combattre et de rassembler les travailleurs/ses. Pour mener un tel combat, nous devons avoir les idées claires : nous défendons une orientation révolutionnaire qui est à la fois une nécessité historique et un vecteur de radicalité dans les luttes. Car, pour interdire les licenciements, pour mettre à bas les contre-réformes de Hollande, de Sarkozy et toutes les autres, pour satisfaire les revendications ouvrières et populaires, il faudra en finir avec le capitalisme, mettre en place un gouvernement des travailleurs auto-organisés et reconstruire l'économie sur la base des besoins réels collectivement définis.

Ernest Everhard